



CULTURE **Déclaration liminaire de la CFDT-CULTURE** **CSA d'administration centrale du 20 novembre 2025**

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs,

La CFDT-CULTURE souhaite ouvrir cette séance du comité social d'administration centrale en rappelant le contexte d'instabilité gouvernementale et parlementaire qui a marqué ces derniers mois. Cette situation, caractérisée notamment par l'absence d'autorité politique légitime, a eu pour conséquence directe l'impossibilité de tenir les instances selon le calendrier et les modalités nécessaires à un dialogue social constructif. Nous regrettons que cette instabilité ait affaibli le fonctionnement normal de nos instances représentatives, privant agents et organisations syndicales d'un espace de concertation indispensable.

L'impact de cette instabilité sur le dialogue social et sur les conditions de travail est manifeste. Les agents, comme leurs représentants, sont confrontés à une incertitude constante, qui fragilise leur engagement et leur efficacité au quotidien. Le dialogue social, censé être un espace de confiance et de construction collective, s'en trouve affaibli.

Par ailleurs, nous dénonçons la surcharge du calendrier social imposée par l'administration. Ce rythme effréné, dicté par des impératifs administratifs, limite considérablement le temps consacré au travail de fond et à la consultation réelle des agents. À vouloir multiplier les réunions et les points à traiter dans des délais trop courts, on compromet la qualité du dialogue et la possibilité pour chacun d'être entendu et de contribuer utilement.

A ce contexte anxiogène s'ajoutent les réorganisations en cours au ministère – avec la création de la DGD CER, le déménagement de la DIRI de la DGPA, les évolutions de la DGCA, ainsi que les divers déménagements et réaffectations, la création d'un centre de gestion financière – qui bouleversent les repères et les pratiques. Ces changements structurels ont des impacts concrets sur les équipes, sur les missions et sur la cohésion des services. Il est

impératif que ces transformations soient accompagnées d'un dialogue transparent, attentif aux préoccupations des agents et respectueux de leurs droits.

Nous rappelons le rôle essentiel de l'administration : rassurer les agents, garantir la continuité du service public et assurer un cadre de travail stable malgré les vicissitudes politiques. Les agents attendent de leur administration qu'elle soit un repère, une source de sécurité et d'accompagnement dans les périodes de transition.

Nous tenons à saluer la qualité du travail réalisé sur le RSU, fruit de l'engagement des équipes. Toutefois, nous déplorons le manque de temps accordé à l'analyse et à la discussion de ce document majeur, qui mérite une attention approfondie de la part de toutes les parties prenantes.

Nous portons également avec force les revendications de tous les agents quel que soient leurs statuts. Nous sommes actuellement particulièrement attentifs aux personnels contractuels de l'administration centrale : la négociation engagée sur la revalorisation des grilles salariales est un enjeu majeur d'équité et de reconnaissance. Dotée d'un budget de 6,7 millions d'euros, voté par le Parlement dans le cadre du budget 2025, elle doit désormais répondre aux attentes légitimes des agents contractuels. La CFDT-CULTURE sera pleinement mobilisée pour que cette négociation aboutisse à des avancées réelles et tangibles pour l'ensemble des personnels concernés.

Nous contestons fermement l'imposition de jours de congé sans consultation préalable, considérant que cette pratique porte atteinte aux droits et libertés individuels des agents et à la confiance nécessaire au bon fonctionnement du service public.

En conclusion, la CFDT-CULTURE exige un dialogue social de qualité, fondé sur la consultation systématique des agents et la soumission à avis des points inscrits à l'ordre du jour. Nous appelons l'administration à renouer avec une pratique concertée, respectueuse et constructive, seule à même de garantir la cohésion des équipes et l'efficacité du service public.

Nous restons engagés et vigilants pour défendre les intérêts des agents et la qualité du dialogue social au sein de notre ministère.